

Communiqué de l'Alliance des Organisations de la Société Civile adhérant aux Accords de Maputo et à l'Acte additionnel d'Addis-Abeba

Tribune – Tribune libre – 02/03/10

La crise politique à laquelle est confrontée la population malagasy est entrée dans une nouvelle phase, suite à la déclaration du GIC du 18 Février dernier, et au communiqué du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine du 19 Février 2010. L'éventualité des sanctions n'a jamais été aussi proche. La mise en œuvre de ces sanctions, même si elles sont ciblées, mettra Madagascar au ban de la communauté des Nations et augmentera encore les souffrances du peuple, car la situation économique, culturelle et sociale ne manquera pas de se détériorer.

L'Alliance des OSC réitère son appel aux politiciens pour qu'ils fassent preuve de responsabilité et pour que l'intérêt du plus grand nombre, notamment des couches vulnérables de la population, prime sur leurs ambitions, leurs intérêts de groupes et leurs intérêts personnels.

Seule une solution de sortie de crise consensuelle et inclusive permettra de rétablir la paix sociale et de s'atteler à la relance de l'économie. C'est la condition sine qua non pour entamer le processus qui brisera le cycle infernal des crises qui réduisent périodiquement à néant nos efforts de développement.

Dans ce contexte, le Président de la HAT convoque les 4 et 5 Mars, une réunion, qui se veut être une large concertation des forces vives de la Nation, en vue de la préparation des élections qu'il a programmées pour le mois de Mai.

L'Alliance des OSC est persuadée que le retour à l'ordre constitutionnel passe par l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles ; mais pour ce faire, il est nécessaire d'organiser au préalable une Concertation Nationale, suivie d'un référendum constitutionnel qui permettra au peuple de se prononcer sur le système politique qu'il souhaite pour Madagascar.

Pour qu'une Concertation Nationale soit réussie, un certain nombre de conditions sont nécessaires. La première d'entre elles est le fait d'une décision concertée et non unilatérale ; la deuxième est de disposer d'un délai de préparation suffisant. En tout état de cause, un délai d'une semaine ne permet pas de garantir un niveau de représentativité satisfaisant, compte tenu de l'étendue du territoire, de l'état des communications et des infrastructures.

Les autres conditions sont les suivantes :

- ▶ La préparation civique des citoyens
- ▶ La représentativité des participants par région et au niveau de chaque région
- ▶ La représentativité des participants en terme sectoriel (*respect du triptyque société politique, société économique, société civile*).
- ▶ La représentativité des participants par genre et par âge
- ▶ L'indépendance totale par rapport au pouvoir de fait et aux autres mouvances politiques.
- ▶ Les contributions des participants doivent dépasser les perceptions partisans, les intérêts et les sentiments personnels.
- ▶ La méthodologie doit être claire et transparente pour les participants.
- ▶ La garantie de sérénité avant la tenue de la Concertation Nationale

Ces conditions ne peuvent être remplies que si la Concertation Nationale est organisée par une **entité neutre**, totalement indépendante des politiciens. Les OSC renouvellent leur disponibilité à organiser cette Conférence Nationale quand les conditions de sa mise en œuvre seront remplies.

Les OSC signataires :

Accès Zon'Olombelona

Speed

AFO (Association Femmes Ouvrières)

PFNOSCM (Plate Forme des Organisations de la Société Civile de Madagascar)

ONDVM

Tranoben'ny Tantsaha Région Diana – Nosy Be

CDE

MAMIMAD

CCOC

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/COMMUNIQUE,13648.html>